

Communiqué de presse

Le gouvernement continue d'utiliser les « droits de la femme » pour masquer ses politiques islamophobes

Le 29 janvier 2025, le gouvernement a présenté un « large accord politique sur le durcissement de la loi sur les communautés religieuses et le renforcement de la lutte contre les pratiques matrimoniales problématiques ».

Peu avant, la « Commission pour la lutte des femmes oubliées », composée d'islamophobes notoires, avait présenté ses recommandations pour lutter contre la soi-disant « culture de l'honneur » qui proviendrait des pays du MENAPT (cf : pays musulmans). Cette même commission a déjà recommandé l'interdiction du voile islamique dans les écoles primaires.

L'accord politique du gouvernement et les recommandations de la commission visent à renforcer le contrôle de l'État et à imposer des règles plus strictes aux communautés religieuses musulmanes et aux mosquées. L'objectif est de rendre plus difficile l'établissement de communautés islamiques dans le pays et de restreindre les droits des musulmans.

La loi sur les communautés religieuses a déjà été renforcée par le passé, rendant plus difficile pour les musulmans de gérer des mosquées et d'organiser des communautés. Ces propositions et mesures draconiennes sont déguisées en une soi-disant « lutte pour les droits des femmes », dans laquelle les politiciens danois moralisateurs cherchent soi-disant à sauver les femmes musulmanes pauvres des « hommes sombres » musulmans.

Cependant, il serait extraordinairement naïf de croire qu'un gouvernement qui invite un dictateur impitoyable - responsable de la torture de milliers de femmes innocentes en Égypte - à un dîner de gala à Christiansborg se préoccupe le moins du monde du bien-être des femmes musulmanes. C'est ce même gouvernement qui, depuis 470 jours, soutient et alimente l'occupation sioniste dans son extermination des femmes et des enfants de Gaza.

Ces mêmes hommes politiques danois, qui gardent un silence ostensible sur les centaines de femmes exploitées brutalement au Danemark dans le cadre du trafic sexuel, réagissent bruyamment lorsqu'un journal « conservateur » islamophobe présente de manière suspecte un seul soi-disant « contrat de divorce islamique », provenant d'une organisation islamophobe déjà accusée de falsification de documents et de menaces à l'encontre de la police, des chercheurs et de ses propres membres.

Les scandales #MeToo au sein des partis politiques danois, des organes de presse et d'autres pans de la société démontrent clairement qu'il existe un grave problème concernant le respect des femmes - mais ce problème n'est pas venu des « pays MENAPT ». Les hommes danois sont les plus misogynes de l'UE, selon un rapport de l'UE de 2014 qui révèle que 52 % des femmes danoises sont victimes de violence ou de harcèlement sexuel. Cela n'est pas dû à une quelconque « culture de l'honneur », mais plutôt à une vision occidentale perverse des femmes.

Les femmes occidentales souffrent d'un idéal oppressif qui attend injustement d'elles qu'elles fassent carrière, qu'elles s'occupent des tâches ménagères et qu'elles se conforment simultanément à des normes de beauté absurdes imposées par les industries misogynes de la mode, de la beauté et du divertissement. Les statistiques sur le harcèlement montrent clairement que les femmes ne sont ni respectées ni protégées en Occident ; au contraire, elles sont réduites à l'état d'objet, opprimées et contrôlées par la société.

La seule solution à la fois à la vision misogyne du monde occidental et à certaines cultures traditionnelles non islamiques est la vision islamique des femmes. Ce n'est que grâce aux valeurs et au mode de vie de l'Islam que le respect, la dignité et la reconnaissance de la nature de la femme peuvent être assurés dans la société. Les milliers de femmes occidentales qui embrassent l'Islam chaque année témoignent qu'elles y trouvent une véritable libération.

Bureau des médias du Hizb ut Tahrir au Danemark